

¹**ASADHO**

B.P.16737

KINSHASA 1

R.D. Congo

Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme

African Association for the Defence of Human Rights



***RAPPORT DE L'ATELIER DE RENFORCEMENT DES
CAPACITES DES JEUNES DES MOUVEMENTS CITOYENS DU
NORD-KIVU SUR LA GOUVERNANCE DU SECTEUR
EXTRACTIF EN RDC.***

Novembre 2020

¹Organisation affiliée à la Commission Internationale des Juristes (Genève), à la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), dotée du statut d'observateur auprès de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des peuples (Banjul) et Membre du Réseau OMCT/SOS Torture.

ASADHO – Bureau National : 83, avenue Assosa, Commune de Kasavubu, Kinshasa.

Kinshasa /Gombe, RD. Congo

Tél. (00243) 81 17 29 908

E-mail : asadhokin@yahoo.fr

Site web : <http://www.asadho-rdc.net>

I. DE L'ORGANISATION

Il s'est tenue à Goma en date du 26 novembre un atelier sur le renforcement des capacités des jeunes des mouvements citoyens sur la bonne gouvernance du secteur extractif. L'objectif a été donc de former ces jeunes sur la norme de l'ITIE et faire d'eux des acteurs majeurs dans la lutte pour la transparence dans le secteur minier. C'est secteur est le plus important en RDC et devrait attirer l'attention des toutes les personnes motivées pour changer ce paradoxe congolais d'un pays extrêmement riche en ressources avec une population extrêmement pauvre. L'atelier a été organisé par l'ASADHO du 26 novembre au 27 novembre et a connu la participation des plusieurs mouvements citoyens de Goma et de Kinshasa.

II. DU DEROULEMENT

La première journée de l'atelier a été introduite par le modérateur et a commencé à 09h.

1. PRESENTATION ET ATTENTES DES PARTICIPANTS

La présentation des participants a été faite par le modérateur sur base d'une stratégie consistant à créer un climat d'échange entre les participants ensuite demander à chaque participant de pouvoir présenter son partenaire. Ensuite, il a été question de formuler les attentes. Telles ont été les attentes des participants pour cet atelier :

- ✓ Etre formés sur la norme ITIE
- ✓ Etre en même de faire de la bonne gouvernance du secteur un moteur de développement et de la justice distributive.
- ✓ Devenir des acteurs à part entière de la bonne gouvernance dans le secteur extractif
- ✓ Création d'un cadre permanent d'échange sur la transparence et bonne gouvernance dans le secteur extractif.
- ✓ Faire de cet atelier une opportunité des connaissances dans le secteur extractif.

Il a été aussi question d'élaborer un code de bonne conduite pour permettre le bon déroulement de l'activité et le rendement des participants.

- ✓ Respect du temps et du programme par les organisateurs et les participants.
- ✓ Mettre tous les téléphones sous vibreurs.
- ✓ Ne pas monopoliser la parole.
- ✓ Rester focaliser et concentrer.
- ✓ Eviter les sorties inutiles.

2. MOT DE CIRCONSTANCE DE L'ASADHO

Par le coordonnateur Jean Claude Katende.

Le coordonnateur a tenu à remercier tous les participants qui ont répondu présent à l'appel de l'ASADHO, aussi a remercié GIZ pour son appui financier et technique qui a permis à l'ASADHO d'organiser cet atelier. L'intérêt de l'ASADHO aux mouvements citoyens a été motivé par la longue histoire de partenariats et d'actions communes qui ont existées entre l'ASADHO et les mouvements citoyens. Déjà en 2016, l'ASADHO et les mouvements citoyens furent membre d'un cadre d'action appelé FRONT CITOYEN qui avait pour objectif :

- ✓ De faire respecter la constitution et se dresser contre toute forme de modifications constitutionnelles.
- ✓ Exiger des élections dans le délai.
- ✓ Exiger au président Kabila de ne pas briguer un troisième mandat.

L'ASADHO pendant plusieurs années a soutenu les membres des mouvements citoyens juridiquement pendant les arrestation et répression grave dont ils faisaient face. Par cette même occasion, l'ASADHO a reconnu le rôle joué par les mouvements citoyens dans la lutte pour l'alternance politique en RDC.

Il en a profité pour circonscrire l'atelier notamment en expliquant l'intérêt que nous devrions tous porté sur le secteur extractif qui est le pourvoyeur de la classe politique qui de toute manière ne s'intéresse qu'à ses intérêts égoïstes. Ce programme concerne : Kinshasa, Goma, Lubumbashi, Kolwezi, Bukavu. Certaines villes comme Kolwezi et Lubumbashi dans lesquels ces activités ont été déjà menées, les résultats sont très prometteurs. Les actions de dénonciation et de contrôle citoyen ont été initiés, un cadre de suivi est mis en place.

3. MOT DE CIRCONSTANCE DE GIZ

Dans le cadre du projet d'initiative d'appui à la SOCIV en RDC, GIZ s'est engagé à offrir une opportunité aux organisations de la SOCIV de pouvoir appuyer les actions allant dans le sens de promouvoir la bonne gouvernance et la transparence. C'est dans ce cadre que l'ASADHO avait initié et déposé un projet sur la bonne gouvernance dans le secteur extractif et dans lequel il comptait travailler avec les mouvements citoyens. Cette proposition de projet a été la meilleure et avait rencontré l'intérêt de GIZ car considérant que les mouvements citoyens constituent une force, une opportunité pour la bonne gouvernance en RDC.

4. ANALYSE DU CONTEXTE DE L'ENGAGEMENT DES MOUVEMENTS CITOYENS

Cette analyse a porté sur les forces et les faiblesses de chaque mouvement citoyen pendant la lutte pour l'alternance politique.

No	MOUVEMENT CITOYEN	FORCES	FAIBLESSES
1.	LUCHA	✓ Forte mobilisation de la population. ✓ Eveil de la conscience collective. ✓ Forte détermination des militants de la LUCHA ✓ La bonne stratégie.	✓ La versatilité de certains politiciens avec qui nous faisons route ensemble. ✓ L'incapacité pour une frange de la population à vaincre la peur. ✓ Traîtrise de certains politiciens.
2.	VERANDA MUTSANGA	✓ La dénonciation des stratégies manipulatrice des politiciens. ✓ La forte conviction en l'alternance. ✓ La confiance.	✓ Traîtrise et manipulation politicienne. ✓ La forte répression lors de cette campagne.
3.	RAIYA ANA SIMAMA	✓ L'usage de l'art comme moyen de faire passer le message. ✓ Confiance de la part de la pop. ✓ Les autorités ont peur des artistes. ✓ Un mouvement des leaders.	✓ Faible expérience des actions non-violentes. ✓ Faible formation en plaidoyer.

4.	AMKA CONGO	✓ L'unité et la détermination. ✓ Sensibilisation de la population.	✓ La divergence dans les actions. ✓ Manque d'expérience de certains activistes.
5.	FILIMBI	✓ C'est un mouvement assez ouvert. ✓ La liberté d'esprit dans la prise des décisions.	✓ Lourdeur dans la prise des décisions due à la verticalité de notre leadership. ✓ Faiblesse dans la mobilisation des ressources minières.
4.	LUCHA-RA	✓ Forte détermination. ✓ La confiance en soi et la confiance de la pop. ✓ L'unité des militants. ✓ La confidentialité ✓ L'entraide mutuelle	✓ Faiblesse de ressources financières. ✓ Crise de leadership. ✓ L'infiltration des politiciens ✓ Manipulation politicienne. ✓ Faiblesse dans la communication

5. ANALYSE DU CONTEXTE DE L'ENGAGEMENT CITOYEN A KINSHASA

➤ Historique :

2015 est la date qui marque la naissance des mouvements citoyens dans la ville de Kinshasa. En cette période l'objectif des mouvements citoyens était non seulement l'alternance politique mais aussi les restrictions des libertés.

➤ Les événements ayant marqués l'alternance politique :

- ✓ Réviser la constitution
- ✓ Le recensement de la population comme condition à l'organisation des élections.
- ✓ L'insécurité dans les provinces.

➤ Constat :

Il s'est dégagé un constat après le départ de Kabila. On note un certain lâchement dans le chef des militants des mouvements citoyens, il y a peur de croire que pour certains mouvements la lutte se réduisait en la personne de Kabila. C'est dans ce cadre que ASADHO a organisé en Aout 2019 une série des formations sur la gouvernance extractive. Grace à cette formation, les activistes de Kinshasa sont devenu des acteurs majeurs dans la bonne gouvernance du secteur extractive. Une série des questions prioritaires et plan d'action ont été déposés à l'ASADHO pour son accompagnement dans cette lutte pour la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur minier.

Face à ce nouveau combat de la bonne gouvernance, il est important d'être suffisamment outillé pour s'approprier cette lutte. L'objectif sera de faire un éveil et vigilance au profit des populations locales pour que l'intérêt collectif soit garanti et qu'enfin les populations locales puissent être des bénéficiaires de ce secteur.

Au cours de ces échanges, plusieurs questions ont été posées aux intervenants :

- **Jack**, quelle devrait être la cible prioritaire dans la lutte pour la bonne gouvernance dans le secteur minier.
R. Notre priorité devrait rester celui d'éveiller la conscience collective notamment mettant sur la place publique les informations nécessaires dans la promotion de la bonne gouvernance comme par exemple la publication des contrats miniers, les fonds miniers pour les générations futures,

- **Aspirine** ; le code minier est-il favorable
R. Le plus grand défi serait l'inapplication des normes et règles même reprises dans le code
- **Nenette** : Qu'est-ce qui vous a motivé à travailler pour l'ASADHO
R. il y a une histoire entre les mouvements citoyens et l'ASADHO, aussi l'objectivité et l'intégrité des membres de cette organisation.
- **Claude** : Quelle est la position de l'ASADHO sur l'actuel code minier
R. L'ASADHO se bat plus sur l'application du code et des normes ITIE, néanmoins le code minier dans son intégralité répond aux priorités de la population. Il faut juste insister sur son application.

Il évident que nous devons travailler ensemble pour atteindre des grands résultats. Nous devons donc lutter pour l'application du code minier.

6. PRESENTATION DU CONTEXTE DE L'ENGAGEMENT CITOYEN DANS LE NORD-KIVU.

Par Serge Mayambali

Le présentateur a débuté son exposée par une présentation géographique et stratégique de la province du Nord-Kivu. Une province riche en ressource naturelle mais qui a été longtemps déchirée par la guerre et dont les conditions sociales et économiques de la population locale se sont suffisamment dégradées.

Cette situation de précarité et d'insécurité a révolté plus d'un jeune et une raison majeure de l'engagement des jeunes dans les mouvements citoyens.

a) Définition d'un mouvement citoyen :

Un mouvement citoyen est un groupe des personnes indignées et motivées pour changer positivement les choses, cette dynamique est organisée autour d'un mouvement des faits qui exerce ses droits de revendications dans les respects des dispositions légales du pays.

b) Quel est le point de vue des citoyens sur les mouvements citoyens ? Qu'est-ce que les gens disent de nous ?

Les points de vues sont divergents sur le travail des mouvements citoyens. Certains pensent que nous sommes des politiciens, d'autres pensent que nous sommes des supers héros, des jeunes manipulés, des porteurs des voix des opprimés.

Cette divergence des points de vue met en exergue la responsabilité que nous avons pour apporter un changement radical et positif dans ce pays.

La génération actuelle n'a pas de choix que d'agir, initier des actions réfléchies pour rompre avec le statu quo et espérer un Congo meilleur.

Nos actions doivent être réfléchies et orientées vers le résultat.

c) Les défis auxquels font face les mouvements citoyens

Chaque mouvement citoyen a sa propre manière de s'organiser, ce qui laisse remarquer que chaque mouvement a ses propres défis et problèmes. Néanmoins, d'une manière générale nous faisons tous face à une forte répression qui ne nous permet pas de mieux exercer notre travail. Il existe aussi un défi en terme organisationnel et de coordination des actions communes entre les mouvements citoyens.

d) Questions des participants :

- ✓ **Chance** : Quelle serait votre suggestion aux mouvements citoyens pour la meilleure coordination des actions des mouvements citoyens ?

R. Les divergences d'idées et de stratégies expliqueraient ce défi en terme d'organisation des actions entre mouvement citoyen. La meilleure attitude serait d'aller au-delà de nos clivages, proposer des actions communes,

planifier ensemble et agir ensemble pour des questions qui requièrent l'unanimité.

e) Réaction de J.C KATENDE

Dans chaque organisation, il y a des bonnes et mauvaises personnes. Les mauvaises personnes on les retrouve facilement mais les bonnes il faut de la patience pour les retrouver.

Nous devons donc apprendre à travailler ensemble ceci nous permettra d'atteindre les résultats.

7. PRESENTATION SUR LES NOTIONS GENERALES DE L'ITIE

La présentation a porté sur un module qui a été distribué aux participants. Ce module porte sur les objectifs de l'ITIE, les principes et les critères. Il est malheureux que les pays riches en ressources soient les plus pauvres, voilà pourquoi l'ITIE produit les rapports mettant à la disposition du public les informations sur les contrats miniers, l'exploitation, la collecte des revenus miniers et leur affectation. L'objectif étant donc de garantir l'intérêt des populations locales, bref le bien-être collectif. Après une brillante présentation, les participants ont posé diverses questions sur l'ITIE entre autre :

✓ Espoir :

Quel est le mode de communication des rapports de l'ITIE, permet-il à toutes les personnes d'accéder à l'information. Plusieurs moyens de communications traditionnels sont mis en profit comme les radios communautaires dans les langues locales et les chaînes de télévision.

✓ Quels sont les critères pour être membre de l'ITIE ?

R/L'ITIE permet aux pays de témoigner de leur bon état du climat des affaires. Les entreprises sérieuses ne pourront investir que dans un pays où le climat des affaires est garanti. Pour être membre de l'ITIE, il faut faire la demande, ensuite respecter les normes de l'ITIE.

DEUXIEME JOURNEE

La seconde journée de l'atelier a commencé par une récapitulation de la journée d'hier par le modérateur. Une série de questions a été posée aux participants sur la matière dispensée hier. A tour de rôle, les participants ont donné leur point de vue sur les connaissances jusque-là acquises.

8. LES QUESTIONS DE GOUVERNANCE DU SECTEUR EXTRACTIF. Par Katende

A. LES GENERALITES

- Dans ce secteur on sent l'absence d'un leadership vertueux avec des conséquences sur la justice distributive, l'environnement et la dignité humaine.
- Manque d'un leadership visionnaire, ici il est question de se demander s'il est vraiment important d'exploiter tous les minerais. Un leader visionnaire mettrait l'attention sur d'autres secteurs notamment le tourisme, l'agriculture. Ceci appelle à un sens de responsabilité à tous les niveaux.
- Le paradoxe de l'abondance. Un pays extrêmement riche mais avec une population pauvre et dépourvue des infrastructures.
- Les mines et les pétroles sont des ressources épuisables. Si nous exploitons sans modération, alors l'avenir sera sombre. Ce sont des ressources épuisables. Les ressources des mines doivent stimuler d'autres secteurs socio-économique du pays.
- L'opacité et la mauvaise gouvernance dans ce secteur. En RDC, ceci est l'un des secteurs les plus opaque.
- La surveillance citoyenne est de mise pour s'assurer que les retombées de ce secteur sont orientées vers le bien-être collectif

B. LES QUESTIONS PRIORITAIRES DANS CE SECTEUR EN RDC

- L'application des textes légaux régissant le secteur minier. Par exemple en 2002 les textes prévoyaient que les redevances devaient être partagées entre le gouvernement central, provincial et les entités au niveau local.
- L'amélioration des conditions sociales des populations locales dans les milieux où l'on exploite les mines. Visiblement en RDC ces milieux sont oubliés et vivent dans la précarité.
- La collecte et l'affectation des revenus. Les fonds récoltés doivent être affectés rationnellement. Plus de 50% des revenus sont affectés au fonctionnement des institutions.
- La transparence dans la signature des contrats extractifs. Il est important que les populations locales soient consultés et informés sur les contrats miniers.
- La corruption et la fraude sur toute la chaîne des valeurs des industries extractives. La corruption va de la signature du contrat, la production ; le nombre des kilos déclarés inférieur à la réalité, la collecte, le partage des revenus entre le gouvernement national, provinciale et les entités territoriales.
- La gestion de ces entreprises. En général toutes ces entreprises présentent toujours des états financiers en situation déficitaire. Une situation nourrie par une volonté de corruption.
- Le respect de droits humains et l'environnement. Il faut faire une étude de l'impact environnemental pour tout projet.
- La transparence de l'exploitation artisanale, il faut y travailler
- Lutter contre le travail des enfants dans les mines
- La délocalisation des communautés doit respecter les textes du code minier 2018

C. LA SURVEILLANCE DU SECTEUR PAR LES CITOYENS

- Les mines du Congo sont une propriété citoyenne, chaque citoyen a la responsabilité de s'y intéresser. Ils ont le devoir de surveiller.
- Les citoyens doivent être formés et informés pour mieux faire cette surveillance. Il faut se documenter davantage et avoir un bagage nécessaire.
- La surveillance implique aussi la lutte pour le respect des libertés publiques
- Cette surveillance a pour fondement l'obligation pour chaque mandataire à pouvoir rendre compte.

D. CONCLUSION

- Quoi faire
- Avec qui le faire
- Comment le faire

E. QUESTIONS :

- Quelle est votre suggestion aux mouvements citoyens sur la question de l'exploitation du gaz à Goma ? Josué
R/ Les mouvements citoyens devraient se réunir et penser des stratégies adaptées à la question. Inspirez-vous des expériences des activistes du Tchad et Cameroun sur leur lutte contre les pétroliers. Il faudra partir de l'interrogation du background de ces entreprises qui ont gagné les marchés
- Comment faire pour accéder à l'information dans le secteur minier étant un citoyen ordinaire ? Suzzy
- Quelle est la stratégie à utiliser par les activistes pour faire entendre leur voix dans ce secteur glissant et insécurisé.
R/ Il faut aller au-delà et comprendre que c'est en situation difficile qu'on peut changer les choses. Il faut aussi s'appuyer sur d'autres organisations

comme ASADHO pour lancer des campagnes, créer un réseau fort pour atteindre ces objectifs.

- Quel est le moyen de pression dont dispose l'ITIE pour faire fléchir un gouvernement ou entreprise frauduleuse.
R/ L'ITIE dispose d'un moyen de pression, il en va de la réputation des entreprises.
- Que faire contre une entreprise qui ne respecte pas le droit de l'homme.
R/Les entreprises tiennent plus à leur image, les actions contre ces entreprises et les dénonciations produisent des effets sur ces entreprises
- Quelle stratégie à mettre en place pour retirer les titres d'une entreprise qui ne respecte pas l'environnement.
- Qu'est ce qui n'a pas marché ? Comment en sommes-nous arrivés là ?
R/ Le problème est grand que les résultats sont parfois moins visible. Mais d'une manière générale plusieurs actions ont été menées par l'ITIE.

9. LES QUESTIONS DE GOUVERNANCE DU SECTEUR EXTRACTIF AU NORD-KIVU PAR JEAN LUC

La province du Nord-Kivu est une province très riche en minerais stratégique, une des sources majeures de l'insécurité dans la région. La cartographie des groupes armés dans la province, correspond le mieux avec celle des gisements miniers dans la province. Le territoire de Walikale, Masisi en sont une manifestation.

• LES ENTREPRISES EVOLUANT DANS CE DOMAINE

Plusieurs instruments juridiques ont été mis en place pour réguler ce secteur au niveau local, provincial et national. Ces entreprises sont notamment :

- **ABM**
Cette entreprise a présenté un cahier de charge sans consulté ni la population ni les acteurs au niveau local. Les redevances n'étaient jamais orientées vers les populations locales. C'est récemment qu'une partie des redevances de 500.000 dollars a été versée à la province et au territoire. Une crise s'en est suivi.
- **SMB**
Elle a enfin commencé à payer ses redevances à la chefferie de Bahunde qui a construit un pont à Rubaya. Pont Mateusi. Toute fois la transparence dans l'affectation de ces ressources reste à interroger.
- **PREMIDIS :**
Personne ne connaît le cahier de charge, les activités sociales
- **VIRUNGA SARL :**
Virunga exploite les ressources hydro-électriques, personne ne connaît les cahiers de charge
- **ICCN :** ceci a un protocole avec les populations locales qui demande à l'ICCN de verser 30% des revenus du tourisme aux besoins sociaux des communautés locales. Chose qui n'a jamais été faite.
- **SILIMU :**
Ils polluent le lac, l'environnement, quelles sont les responsabilités sociales et environnementales de ces établissements.
- **NYIRAGONGO CEMENT :**
Ils exploitent les calcaires du Nyiragongo sans cahier des charges pour la population locale de Nyiragongo.
- **EPPM :**

Ils ont un projet de 30 ans d'exploitation du gaz dans le lac Kivu. Ce projet est estimé à 163 millions de dollars. Ils ont un autre projet de dégazage du golf de Kabuno.
Aucune information sur leur savoir-faire dans le projet, leur cahier de charge.

Au vu de tous ces défis, les chefs coutumiers se sont réunis pour la défense des ressources naturelles dans la province pour défendre l'intérêt collectif.

Cet état de chose conduit à une réflexion et action à mener :

- ✓ Les conditions de vies des communautés locales par l'Etat et les entreprises.
- ✓ L'étude de l'impact environnemental des entreprises travaillant dans ces secteurs.
- ✓ L'existence et la mise en œuvre du cahier des charges.

Questions :

- ✓ **Par** Aspirine, faut-il revoir les lois sur les priorités privées ?
- ✓ Par Lucien, quel est le mécanisme défini par l'ITIE pour accentuer la pression sur les entités territoriales exemple la chefferie, cas de MASISI dans l'affectation des redevances.
Par Lucien, que prévoit la loi pour la question des creuseurs, car en réalité les entreprises ont la responsabilité de délocaliser seulement les populations locales.
R/Le code minier et les dispositions légales en disent long. Dans le récent procès contre ALFAMINE, les populations locales et les creuseurs ont gagné contre cette entreprise.
- ✓ R/Un membre de la société civile travaillant pour une entreprise peut-il mieux représenter les populations locales ? C'est difficile de le faire pour un environnement gangréné par la corruption.

10. TRAVAIL EN CARREFOUR ET METHODOLOGIE

La stratégie a consisté à mettre en place différents groupes qui identifieront à leur tour trois problèmes prioritaires. Ces problèmes ont été identifiés ensuite une équipe représentative des mouvements citoyens présents a été constituée dans l'objectif d'hierarchiser ces questions et peaufiner un plan d'action à exécuter conjointement avec ASADHO.

III. MOT DE LA FIN PAR JEAN CLAUDE KATENDE

Le coordonnateur a tenu à remercier tous les participants à l'atelier mais aussi les partenaires de GIZ pour leur active participation dans la réussite de cet atelier. Il est donc demandé à chaque participant de s'unir au tour de ces actions pour que cette activité ne puisse se clôturer comme la plupart d'activité qui ne produisent pas des résultats.

IV. RESPONSABLE DE LA GIZ

Elle a tenu à remercier tous les participants et la discipline qui règne dans le chef des membres des mouvements citoyens. Elle se dit très ravi par le travail réalisé par ASADHO et les mouvements citoyens. Elle espère voir cet engagement continuer pour la promotion de la bonne gouvernance dans le secteur extractif.

Fait à Goma, le 27 Novembre 2020

ASADHO

